

Heureusement, il y a la grâce !

et maintenant l'Espagne. Car, dans le reste de l'Europe, les récentes consultations électorales n'ont guère été enthousiasmantes pour la gauche de gauche, ni même pour la gauche tout court.

Podemos et la gauche radicale dans son ensemble continuent à entretenir la flamme en Espagne. Faut-il y voir les prémices d'un Syriza-bis, traduisant l'exaspération des peuples d'Europe du Sud devant les politiques imposées par l'Union européenne ? Cet espoir, irréal il y a quelques mois encore malgré le succès populaire des manifestations des Indignés, s'est encore renforcé avec les résultats des élections locales du 24 mai. Certes rien n'est gagné. Le bipartisme dominant depuis la sortie du franquisme est « ébranlé »¹. Mais le Parti populaire et le PSOE restent gagnants à l'échelle du pays malgré des pertes importantes, notamment pour le premier (27 % des voix, soit -10 % par rapport aux élections de 2011, 25 % pour le second). On notera aussi que la contestation « citoyenne » de l'ordre établi par ces deux partis (fortement corrompus tous les deux) ne vient pas seulement de la gauche de gauche avec Podemos et d'autres groupes

LOUIS WEBER

qu'il soutient², mais aussi du « centre droit » avec *Ciudadanos*. Les élections législatives de la fin 2015 seront donc très importantes, notamment pour les régions rurales. Dans les grandes villes, l'énorme spéculation immobilière (qui est la marque spécifiquement espagnole de la crise depuis 2008) et la corruption qui l'a accompagnée ont certainement joué un grand rôle. Ada Caula, la probable future maire de Barcelone s'est d'ailleurs fait connaître dans la lutte contre les expulsions immobilières. Pablo Iglesias, le *leader* de Podemos, tout en regrettant que « l'usure des vieux partis » n'ait pas été plus rapide, note cependant que « les grandes villes sont le moteur du changement politique », « irréversible » selon lui³.

2. À Madrid comme à Barcelone, ce sont effet des « plate-formes citoyennes » qui sont en situation de diriger la mairie, Podemos ne se présentant sous sa propre bannière que pour les élections régionales et arrivant en général en troisième position après les deux partis dominants.

3. « En Espagne, percée inédite de Podemos », *Le Monde*, 26 mai 2015.

1. *Le Monde*, 26 mai 2015.

On n'insistera pas ici sur le cas du Royaume-Uni, largement commenté par Keith Dixon dans ce numéro de *Savoir/Agir*⁴, sauf pour noter que le parti travailliste est loin lui aussi de ce que lui promettaient les sondages et que, c'est presque anecdotique dans le contexte du pays, le parti Respect, à la gauche du parti travailliste, a perdu son seul député avec la défaite de George Galloway dans la circonscription où il était élu, battu d'ailleurs par un travail-

liste. En Pologne, comme dans la majorité des autres pays d'Europe centrale et orientale, la droite règne aujourd'hui sans partage. À la récente élection présidentielle, la candidate sociale-démocrate a obtenu... 2,38 % des voix, très loin derrière les candidats des partis de droite et de centre droit, dont la caractéristique commune est d'être plutôt ultralibéraux, plus libéraux en tout cas que les partis qui leur sont proches dans d'autres pays européens. Très loin aussi d'un chanteur, néophyte en politique mais candidat « anti-système », qui a obtenu plus de 20 % des voix. Ce qui fait dire au *Monde* que « le vote de dimanche acte également la quasi-disparition de la gauche du paysage politique polonais. [...] C'est la fin du post-communisme en Pologne »⁵. C'est finalement le candidat le plus à droite qui a gagné au second tour.

Dernier dans cette liste de déroutes de la gauche (et, accessoirement, des sondeurs qui ont assez systématiquement sous-estimé le recul de celle-ci), la Finlande. Depuis 2011, le Parti de la coalition nationale, décrit comme

« libéral-conservateur » et de centre-droit, gouvernait avec les Verts, les sociaux-démocrates et, plus à gauche, l'Alliance de gauche. Cette dernière est un des perdants du scrutin de 2015 (10 sièges au lieu de 12), avec les sociaux-démocrates (34 sièges au lieu de 42). Les Verts ont mieux tiré leur épingle du jeu (ils gagnent 5 sièges et passent devant l'Alliance de gauche). Mais c'est plutôt le parti populiste et xénophobe de droite, Les Vrais Finlandais, qui apparaît comme le vainqueur du scrutin. Pas tant d'ailleurs pour ses résultats (il a même perdu un siège, passant de 39 à 38 sièges) mais à cause de l'énorme gain symbolique que représente le fait qu'il devient le deuxième parti du pays, devant les sociaux-démocrates, et que tout indique qu'il participera au gouvernement en cours de constitution⁶.

Replacées dans cet ensemble, la nouvelle victoire en France de la droite et de l'extrême-droite aux récentes élections départementales, la déroute du Parti socialiste mais aussi l'incapacité de la gauche de gauche d'en tirer bénéfice, faute de convaincre l'électorat du réalisme de ses propositions, apparaissent d'une grande banalité !

Retour en France

Le résultat semble en effet sans appel. La gauche au sens large obtenait près

6. « S'il peut en théorie se passer des *Vrais Finlandais* pour former sa coalition gouvernementale, il [le futur chef du gouvernement] a toutefois laissé entendre qu'il ne s'associerait qu'à l'un des deux partis dominants sortants : soit les sociaux-démocrates, soit les conservateurs. Une attitude qui laisse grande ouverte la porte à une entrée du parti populiste dans l'équipe gouvernementale », *Novopress.info*, 21 avril 2015.

4. Voir page 95.

5. « En Pologne, le parti au pouvoir essuie un revers », *Le Monde*, 12 mai 2015.

de la moitié des suffrages aux cantonales précédentes (2008 et 2011). Elle plafonne à moins de 37 % en 2015. Comme pour les élections précédentes, le Parti socialiste paie très cher le discrédit du gouvernement et le choix de l'austérité au prix du renoncement à la plupart des engagements pris en 2012 par le candidat Hollande. En 2008 et 2011, il atteignait à lui seul 26,7 % et 24,9 % des suffrages. Il tombe cette fois à moins de 21 %, en comptant les binômes où il figure avec des alliés. Le désaveu est fort et s'est traduit par la perte de 27 départements jusqu'alors présidés par un socialiste (56 auparavant). Les deux tiers des départements français seront dorénavant contrôlés par la droite.

Et le Front de gauche ? Pour Roger Martelli, « [...] les résultats du Front de gauche témoignent d'une assez bonne résistance à l'effondrement qui touche la gauche. La nouvelle loi électorale⁸ a conduit dans plusieurs cas à des alliances, notamment avec Europe Écologie-Les Verts. Au total, les binômes où se trouvait au moins un candidat appartenant au Front de gauche ont recueilli au premier tour 9,4 % des suffrages exprimés (en 2008 le PCF avait obtenu 8,8 % et le Front de gauche 8,9 % en 2011). [...] Il convient toutefois de tempérer l'optimisme : le Front de gauche résiste mais ne progresse pas. Il ne mord pas sur l'électorat populaire de gauche qui s'éloigne du Parti socialiste ». Pour le second tour, le résultat est moins glorieux : le Front de gauche, présent

dans 113 cantons, garde 163 conseillers sur les 234 sortants. Ce résultat peut d'autant plus inquiéter que, représenté jusque-là dans 61 départements, le Front de gauche ne le sera plus que dans 37 d'entre eux.

Une évolution inverse en quelque sorte de celle du Front national, dont on a pu relever que « ces élections départementales de 2015 auront consacré l'enracinement [...] sur la quasi-totalité du pays »⁹. Le mode de scrutin continue cependant à jouer un rôle de filtre, le FN n'obtenant finalement que 62 conseillers départementaux au plan national. S'y ajoute la persistance d'un plafond de verre, certes un peu effrité mais qui, les résultats le montrent, continue à fonctionner : « Car, lors du second tour des départementales, il semble qu'une sorte de nouveau cordon sanitaire se soit mis en place autour du FN. L'UMP a bien tenu sur la ligne du "ni-ni" se maintenant dans la grande majorité des cas. Ce qui a empêché le FN de profiter du report de voix de droite dans les triangulaires. Ainsi, seuls cinq sièges ont été conquis à la faveur des triangulaires »¹⁰.

Des stratégies différentes

Même si elles ont eu un moindre impact public que pour les municipales de 2014, les divergences au sein du Front de gauche ont existé aussi pour les élections départementales. Le nombre de cas où le FDG s'est dispersé est resté inférieur à 10 % des cantons métropolitains, avec seulement 2,5 % de binômes communiste/socialiste au

7. Roger Martelli, « Poussée à droite, défaite sévère du PS », disponible sur le site d'Espaces Marx.

8. Les cantons étaient regroupés par deux, avec obligation de présenter des binômes hommes-femmes.

9. *L'express.fr*, 8 avril 2015.

10. « Le Front national rate son second tour », *Le Monde*, 30 mars 2015.

premier tour. Ces cas ont été carrément passés sous silence¹¹. Parallèlement, une alliance des Verts avec tout ou partie du Front de gauche s'est constituée dans 190 cas (12,5 %) ¹². Pour le deuxième tour, l'enjeu devenait différent. Que faire dans les cantons, de loin les plus nombreux, où le Front de gauche était éliminé ? Pour le PCF, pas d'hésitation : c'est, aux côtés d'EELV et du PS, « une stratégie de rassemblement face à la droite et au FN au second tour des départementales [...] Sur cette question du second tour, nous avons un désaccord [avec le Parti de gauche]. Je pense que quand nous sommes devant le danger devant lequel nous nous trouvons, qu'il y a beaucoup de départements qui peuvent passer à droite, voire être gagnés par le FN, je dis : "on ne négocie pas sur le fait de faire barrage à ça" ¹³ ». Désaccord en effet car le Parti de gauche « a décidé de ne pas donner de consignes de vote. La droite est menaçante, mais la seule responsabilité est du côté de l'Élysée et de Matignon. Plus que jamais, pour l'avenir, la situation réclame une grande lisibilité. Dans ce cas, le traditionnel désistement républicain n'a guère de sens quand des candidats "de gauche" soutiennent un gouvernement qui fait une politique de droite. Ce sera donc aux candidats

du PS de convaincre nos électeurs de l'utilité de voter pour eux contre la droite » ¹⁴. Désaccord partiel cependant car « en adversaire le plus résolu du FN et des valeurs d'extrême-droite, nous appelons à faire barrage contre ce parti. » ¹⁵

Ce désaccord aurait peut-être pu, en d'autres temps, déboucher sur une crise comme cela a été le cas pour les élections municipales. Cette fois, il semble que les principales composantes du Front de gauche ont soit décidé d'éviter les déchirements des municipales – les conflits autour des alliances étaient certes plus importants – soit ont considéré qu'elles avaient d'autres chats à fouetter.

Où en est le Front de gauche ?

La crainte de voir la construction commune réduite à un cartel et à une alliance électorale au demeurant partielle, voire à un simple logo que l'on utilise ou non sur les affiches et les déclarations est aujourd'hui très largement répandue chez celles et ceux qui se sont engagés dans le processus de construction d'une « autre gauche » ou d'une « gauche de gauche », il y a près de cinq ans maintenant.

Une des trois composantes fondatrices, la Gauche unitaire, certes considérablement affaiblie par la création d'Ensemble et la scission qui en a résulté en son sein, veut lancer un cri d'alarme. Elle reconnaît certes que « Bien sûr, nous partageons l'appréciation que les binômes que nous présentions aux élections départementales,

11. Dans la résolution de son Conseil national des 4 et 5 avril, le Parti de gauche se contente de noter que « Dans sa déclaration pour les départementales adoptée en décembre, le FDG avait proposé une stratégie nationale d'autonomie au premier tour. Celle-ci s'est quasiment partout appliquée ». Il en fait d'ailleurs une des raisons du « rebond » du Front de gauche qu'il a décelé dans ce scrutin. (Résolution disponible sur le site du Parti de gauche).

12. Roger Martelli, « Guerre de chiffres pour les départementales », *Regards.fr*, 6 mars 2015.

13. *lefigaro.fr*, 27 mars 2015.

14. Éric Coquerel, « Tripartisme fictif », sur son blog, 25 mars 2015.

15. *Ibid.*

et au-delà ceux qui résultaient des alliances locales avec Europe Écologie-Les Verts, ont globalement bien résisté au recul général de la gauche ». Mais elle refuse de s'« installer dans un déni de réalité. Sur les trois ans écoulés, le Front de gauche n'est pas parvenu à apparaître comme une relève crédible à la faillite du social-libéralisme, pour un peuple de gauche qui exprime principalement sa colère dans l'abstention voire, pour les plus désespérés, dans le vote en faveur du Front national. [...] Dit autrement, contrairement à ce que nous avons souvent entendu dans les rangs du Front de gauche, nous n'assistons pas plus à une désintégration de la social-démocratie similaire à celle qui a frappé le Pasok grec, qu'à la naissance d'un "Syriza à la française" ».

Ensemble, au contraire, ne rejette pas cette référence au « modèle grec » : « nous avons besoin en France, adapté aux réalités politiques du pays, d'un front social et politique qui soit l'équivalent de Syriza et de Podemos, une force de participation citoyenne qui crée les conditions d'une politique de rupture » peut-on lire en effet dans la déclaration adoptée à son assemblée constitutive des 31 janvier et 1er février derniers. Si le « mouvement »¹⁶ est sans doute aujourd'hui la force qui, toutes proportions gardées, s'investit le plus dans l'animation du Front de gauche, il insiste sur le fait que « la lutte pour construire l'émergence d'une nouvelle majorité et d'un nouveau gouvernement, est une dimension régulière que notre mouvement, Ensemble, doit porter :

16. Le nom complet de l'organisation, confirmé par son assemblée constitutive est : Ensemble !/ Mouvement pour une Alternative de Gauche Écologiste et Solidaire.

dans ses explications politiques, ses tracts, dans les occasions médiatiques. [C'est] un travail de longue haleine qui nécessite de faire converger des forces qui ont eu ces dernières années des trajectoires et des positions différentes sur des questions importantes [...] Il s'agit de construire une coalition politique entre différentes forces constituée sur quelques mesures clés de ce que serait la politique d'un gouvernement anti austérité »¹⁷. Ensemble considère que « le processus des "Chantiers d'espoir"¹⁸ qui s'est engagé à l'initiative du Front de Gauche, d'Europe-Écologie, de militants socialistes, d'acteurs du mouvement social... constitue une première étape en ce sens »¹⁹.

Même si cette quête du « rassemblement large », voire du « Front unique », est un reflet de la culture politique – essentiellement trotskiste – de nombreux militants d'Ensemble, le mouvement a un besoin existentiel du Front de gauche, hors duquel il existerait difficilement. Ce qui le distingue du parti communiste et à un degré moindre du parti de gauche, dont l'existence propre est beaucoup mieux assurée.

Ce qui contribue à donner l'impression qu'ils semblent, pour l'instant tout au moins, que ces derniers sont beaucoup plus tournés vers leurs activités propres, qui est certes imprégnée par l'existence du Front de gauche mais

17. « Un nouvel espoir », texte adopté à l'assemblée constitutive du mouvement les 31 janvier et 1^{er} février. Disponible sur le site d'Ensemble.

18. Sur la genèse de ce processus, voir Louis Weber, « Front de gauche. Un état des lieux encourageant », *Savoir/Agir* n° 30, décembre 2014.

19. « Un nouvel espoir », *op. cit.*

qui n'en dépend pas directement pour autant.

Pour l'instant, le PCF et le PG ont - sans le dire explicitement - leur propre calendrier en vue des prochaines élections régionales et, bien entendu, de l'élection présidentielle de 2017. Les deux partis ont, par exemple, réuni leur conseil national à cette fin début avril (le CN du PG sur les régionales aura lieu début juin). Chacun réfléchit donc de son côté, les structures de coordination du Front de gauche ne fonctionnant plus guère, ce qui conduit à la multiplication des rencontres bilatérales.

Selon *L'Humanité*, ces rencontres vont au-delà des partenaires du Front de gauche et doivent être comprises comme des réunions avec « l'ensemble des forces de gauche » pour le Parti communiste, ce qui renvoie au désaccord sur la stratégie évoqué plus haut²⁰.

Pour Olivier Dartigolles, le porte-parole du parti, un « ciment commun » continue d'exister au sein de la « coalition », façon relativement inhabituelle de nommer le Front de gauche. « Le Front de gauche reste un repère important pour des millions de gens, quand bien même ils peuvent juger, et nous le faisons avec eux, qu'il a perdu en impulsion, en énergie positive, note-t-il. Les résultats obtenus aux départementales sont plus qu'un point de résistance pour contester la tripolarisation (UMP, PS, Front national) du paysage politique qu'on veut nous imposer. Mais il faut évidemment fournir un effort de grande ampleur pour réussir à créer des contre-offensives partout et notamment dans les régions ».

La parti de gauche formule à ce propos quatre propositions présentées ainsi par Éric Coquerel : « S'entendre sur ce qui nous semble être un préalable, c'est-à-dire proposer des listes alternatives à celles des partis de gouvernement au premier tour ; être un vecteur de rassemblement de toutes les forces qui peuvent s'associer à cette démarche ; jouer la carte de l'implication citoyenne avec des assemblées représentatives ; avoir une visibilité nationale pour ne pas être désavantagé par rapport au FN, à l'UMP ou au PS »²¹. Mais tout indique que la « question stratégique » qui se pose à l'occasion de chaque échéance électorale et plus généralement lorsqu'il s'agit de définir le périmètre politique à l'intérieur duquel la discussion politique est possible au-delà du Front de gauche reste pour l'instant sans réponse commune. Ce qui, en clair, renvoie aux relations avec le Parti socialiste, tout au moins avec ceux de ses membres qui contestent la politique gouvernementale.

Le Parti communiste souhaite rencontrer « l'ensemble des forces politiques », y compris donc le Parti socialiste qu'il veut « alerter, comme il le fait au Parlement et dans les débats publics, sur les très graves conséquences que pourraient avoir la poursuite et l'aggravation de la politique gouvernementale qui est en échec complet et qui produit des records en termes de chômage et de vote FN ». De son côté, le Parti de gauche a sèchement décliné l'invitation du secrétaire général du Parti socialiste à une rencontre après les élections départementales : « Durant cette élection vous n'avez, personnellement, pas

20. Julia Hamlaoui, « Rencontre tous azimuts au Front de gauche », *L'Humanité*, 6 mai 2015.

21. *Ibid.*

cessé d'appeler à une unité factice de la gauche derrière la politique du gouvernement, pour faire obstacle à la montée de la droite et de l'extrême-droite [...]. Aujourd'hui, vous nous proposez d'entretenir cette illusion. Vous nous proposez en réalité de préparer 2017 en nous ralliant derrière la politique de votre gouvernement. Or, non seulement Manuel Valls a annoncé la poursuite de cette politique mais nous savons qu'elle va même s'aggraver »²².

Les deux formations ont donc de quoi débattre à l'occasion de leurs prochains congrès, dès le mois de juillet 2015 pour le Parti de gauche et en 2016 pour le Parti communiste. ■

22. Réponse d'Éric Coquerel à une lettre d'invitation du PS du 30 mars 2015, sur le site du Parti de gauche.